

Press Book – 19.11.2015 – 31.01.2016

« Il faut aider l'est de l'Ukraine »

Le Soir/Brabant Wallon,
Di. 24 Nov. 2015, Pagina 23

« Il faut aider l'est de l'Ukraine » La situation humanitaire dans l'est de l'Ukraine demande un meilleur accès à ces territoires par les ONG. Un cessez-le-feu définitif est, pour cela, nécessaire, a indiqué lundi le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, après la rencontre entre son homologue ukrainien, ...

« Il faut aider l'est de l'Ukraine »

La situation humanitaire dans l'est de l'Ukraine demande un meilleur accès à ces territoires par les ONG. Un cessez-le-feu définitif est, pour cela, nécessaire, a indiqué lundi le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, après la rencontre entre son homologue ukrainien, Pavlo Klimkin (à droite sur la photo), lors d'un déplacement avec les chefs de la diplomatie néerlandais et luxembourgeois, dans le cadre de la mission *Benelux* à Kiev. Didier Reynders a également fait savoir que le *Benelux* soutenait « la souveraineté et l'intégrité de l'Ukraine » : « C'est pour cette raison que nous soutenons les efforts de l'Ukraine pour lutter contre la corruption, réformer son système judiciaire et travailler sur la décentralisation du pouvoir. Cela se fait dans le cadre du traité d'association avec l'UE. »

Le chef de la diplomatie belge a affirmé qu'il fallait mettre davantage de pression sur la Russie dans le cadre de la mise en œuvre des accords de paix de Minsk 2. (b)

Le parlement Benelux se déplace à Namur

La Meuse - Namur,
Do. 26 Nov. 2015, Pagina 11

Menace terroriste Le parlement Benelux tiendra sa séance plénière à Namur plutôt qu'à Bruxelles en raison de la menace terroriste, a indiqué la présidente de l'assemblée, Maya Detiège (sp.a), qui a reçu de nombreux courriels de parlementaires néerlandais inquiets. En se réunissant au parlement wallon plutôt qu'au Sénat, le parlement ...

Menace terroriste

Le parlement *Benelux* tiendra sa séance plénière à Namur plutôt qu'à Bruxelles en raison de la menace terroriste, a indiqué la présidente de l'assemblée, Maya Detiège (sp.a), qui a reçu de nombreux courriels de parlementaires néerlandais inquiets.

En se réunissant au parlement wallon plutôt qu'au Sénat, le parlement a choisi de garantir la plus grande sécurité à ses membres, a expliqué la présidente.

Les travaux se limiteront à la journée de vendredi.

B.

Le Benelux se réunira à Namur

Le Soir *,
Vr. 27 Nov. 2015, Pagina 4

Le Benelux se réunira à Namur L'assemblée parlementaire du Benelux, qui se compose de 49 élus en provenance des trois états membres, devait se réunir ce vendredi à Bruxelles et plus particulièrement au Sénat, rue de la Loi. Maya Detiège (SP.A) qui préside cette instance, a décidé de déplacer les

...

Le *Benelux* se réunira à Namur

L'assemblée parlementaire du *Benelux*, qui se compose de 49 élus en provenance des trois états membres, devait se réunir ce vendredi à Bruxelles et plus particulièrement au Sénat, rue de la Loi. Maya Detiège (SP.A) qui préside cette instance, a décidé de déplacer les travaux au parlement wallon, à Namur. En début de semaine, plusieurs députés néerlandais avaient fait part de leurs craintes à l'idée de se rendre dans la capitale belge en état d'alerte maximale. (E.D.)

Demandes d'asile :

« Il faudra du temps »

L'Office des étrangers a repris une activité normale jeudi, après avoir été fermé lundi et avoir fonctionné de manière réduite mardi et mercredi. « On rattrapera le retard, mais cela prendra du temps », indique Dominique Ernould, porte-parole du service fédéral qui gère les demandes d'asile. L'Office des étrangers a la capacité d'enregistrer les demandes d'asile de 250 personnes par jour. Les personnes restantes sont reconvoquées à une date ultérieure. Jeudi, en plus des 250 demandes enregistrées, 653 personnes ont reçu une convocation pour les dates du 9 au 14 décembre, soit un délai d'attente de trois semaines. (b.)

« Alerte anthrax »

à la grande mosquée de Bruxelles

Jeudi, la grande Mosquée de Bruxelles a été évacuée après une alerte anthrax. L'institution avait reçu une lettre avec une poudre blanche. Mais il s'agissait d'une fausse alerte, la poudre blanche était de la farine....

Schengen remis en cause par ses fondateurs

Le Soir *,
Za. 28 Nov. 2015, Pagina 16

Le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, a agité vendredi le spectre d'un « mini-Schengen » constitué autour d'une poignée de pays. Un coup de plus porté à l'« espace », dans sa forme actuelle.

Il ne se passe désormais plus un jour sans que quelqu'un, quelque part en Europe, ne tire un nouveau coup sur le fil et détricote toujours plus le projet politique de Schengen... Dans un entretien accordé vendredi à plusieurs quotidiens financiers européens, dont les journaux belges L'Echo et De Tijd, c'est Jeroen Dijsselbloem, le ministre néerlandais des Finances et président de l'Eurogroupe (les grands argentiers de la zone euro), qui a « placé une bombe » sous Schengen, comme l'a justement titré De Financieel Dagblad. Dijsselbloem menace ouvertement de la création d'un « mini-Schengen », ne se disant « pas très optimiste » sur la survie de l'espace Schengen tel qu'il existe actuellement, et précisant que cela « l'inquiète beaucoup ».

Les motifs de l'inquiétude et des menaces voilées du Néerlandais ? L'absence de solidarité entre les Etats membres. A mots couverts, la critique vise les Etats qui refusent de participer au partage de l'effort dans l'accueil des réfugiés, mais aussi l'impossibilité pour l'UE de venir en aide à la Grèce dans la surveillance de ses côtes. Difficile, dans les transcriptions de l'entretien, de comprendre si M. Dijs selbloem vise le manque de volonté de la Grèce, celle d'autres Etats à y envoyer de l'aide, voire les deux...

« Nous ne pouvons pas maintenir sur la durée notre Etat social, si l'afflux de réfugiés se poursuit ainsi. Si l'Union européenne ne protège pas mieux ses frontières extérieures, alors un petit groupe de pays le fera », avertit le président de l'Eurogroupe. L'idée d'un mini-Schengen avait fait l'objet d'une fuite il y a dix jours, déjà aux Pays-Bas : ce sont des experts de haut niveau de cinq pays (Allemagne, Autriche et *Benelux*) qui ont listé parmi d'autres l'idée de recréer une mini-zone Schengen entre eux.

« Plusieurs pays paient plus cher la facture de la crise migratoire au motif qu'ils accueillent davantage d'immigrés. Il s'agit de la Suède, de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique et des Pays-Bas. Nous sommes dans la même situation, c'est pourquoi nous souhaitons collaborer le plus étroitement possible », a justifié M. Dijsselbloem.

Parallèlement, et signe que la sortie de Dijsselbloem n'est pas un hasard ni un accident, tombaient des propos confiés par son Premier ministre Mark Rutte à d'autres confrères européens : « L'Europe risque de s'écrouler comme l'Empire romain à cause de la crise des migrants », a tout bonnement lâché le chef de gouvernement batave, dont le pays prend le 1^{er} janvier prochain la présidence semestrielle des travaux du Conseil de l'UE. Et il n'est pas inutile de rappeler que la zone de libre circulation de Schengen a été lancée en 1985, par le *Benelux*, l'Allemagne et la France, en dehors de la structure communautaire européenne...

Lors de la session plénière du Parlement européen à Strasbourg le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker avait été le énième dirigeant européen

à accréditer la plausibilité d'un éclatement de Schengen, tout en mettant en garde contre les conséquences de cet éclatement : « Oui, le système de Schengen est partiellement comateux (...) (Mais) si l'esprit Schengen quitte nos territoires et nos cœurs, nous perdrons plus que Schengen. Une monnaie unique ne fait pas de sens si Schengen tombe. »

La veille, dans le quotidien Malta Independent, le président de la Commission avait déclaré que « nous ne sauverons Schengen qu'en appliquant Schengen. Je me battrai pour cela. » D'autres, clairement, sont en train de renoncer à se battre jusqu'au bout.

JUREK KUCZKIEWICZ

JUREK KUCZKIEWICZ ■

Enquête sur les différences de prix dans le Benelux

L'Echo,
Di. 01 Dec. 2015, Pagina 17

L'offre et les prix varient fortement en fonction du lieu où l'on se trouve dans le *Benelux*.

Les autorités belges, néerlandaises et luxembourgeoises vont ouvrir une enquête sur les différences de prix des marchandises en fonction du lieu où on se trouve et sur les obstacles potentiels qui expliqueraient ces différences. Des études ont en effet prouvé que l'offre de marchandises et leurs prix varient fortement en fonction du lieu où l'on se trouve au sein du *Benelux*. Cela vaut également pour les zones frontalières en Allemagne et en France où les prix du commerce de détail sont bien souvent moins élevés que dans les pays *Benelux* voisins. Ceci entraîne des répercussions négatives tant pour les consommateurs que pour les commerçants. Les premiers déboursent trop et les seconds voient leur position concurrentielle mise à mal. Les trois ministres entendent instaurer une transparence sur les obstacles qui entravent la chaîne d'approvisionnement du commerce de détail dans les pays *Benelux*. Une coopération intensifiée devrait favoriser l'intégration du marché interne des produits et la compétitivité du commerce de détail. belga

SARAH GODARD ■

Le Benelux adopte un dispositif anti-arnaques Luc Van ...

L'Echo,
Wo. 02 Dec. 2015, Pagina 19

Le *Benelux* adopte un dispositif anti-arnaques

Luc Van Driessche

Face au fléau des arnaques visant les commerces et les entreprises, les trois pays du *Benelux* prennent le taureau par les cornes. La Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas ont lancé hier un Point de coordination *Benelux* permettant des échanges d'informations sur les manœuvres frauduleuses - fausses factures, faux répertoires professionnels, arnaque au nom de domaine, le phishing - visant les professionnels.

Une enquête réalisée l'an dernier auprès de 1.153 entreprises - 646 en Belgique, 251 aux Pays-Bas et 256 au Luxembourg - révèle ainsi que les fraudeurs ont réclamé en un an un total de 2,368 millions d'euros, soit un dommage potentiel moyen d'environ 5.000 euros par entreprise. Ce chiffre, extrapolé sur 1,76 million de PME du *Benelux* porte le dommage potentiel entre 850 millions et 1,1 milliard d'euros selon les scénarios.

Echange transfrontalier

Cette criminalité est essentiellement transfrontalière: sur les 928 tentatives d'arnaques signalées, 428 ont été perpétrées depuis un pays autre que le pays de résidence de l'entreprise, soit 46% du total. Trente-huit pour cent des entreprises ont été dupées par des fraudeurs de leur pays, et dans 16% des cas, l'origine n'a pu être confirmée, ce qui laisse supposer qu'ici aussi la majorité est perpétrée depuis un pays étranger.

Le Point de coordination *Benelux* établit un système d'alerte précoce qui permettra un échange transfrontalier des données sur les fraudeurs. "L'information sur les nouvelles formes de fraude et sur les nouveaux fraudeurs sera directement diffusée via cette plateforme afin de pouvoir avertir de manière proactive les entreprises et les citoyens", souligne le ministre fédéral de l'Économie, Kris Peeters.

Le dispositif mis en place doit aussi permettre de cartographier les flux d'argent liés aux arnaques. De quoi permettre de comprendre par qui et à quelles fins ces revenus frauduleux sont utilisés.

Le dommage potentiel pour les entreprises se situe entre 850 millions et 1,1 milliard d'euros.

LUC VAN DRIESSCHE ■

Maya Detiège onder het mes voor nekhernia's

Het Laatste Nieuws *,
Ma. 07 Dec. 2015, Pagina 13

De Antwerpse sp.a-politica Maya Detiège wordt op 28 december geopereerd aan drie hernia's in de hals. Dat laat ze weten op haar tijdlijn op Facebook.

Detiège fietste twee jaar geleden in de stad toen ze van de weg werd gereden door een agressieve taxichauffeur. Het nekletsel speelde sindsdien zo vaak op dat haar politiek werk eronder leed. "Topchirurg Guido Dua (ZNA Middelheim) heeft nu de knoop doorgehakt. Ik ga onder het mes op 28 december. Dus in 2016 geen nieuwjaarsrecepties voor mij. Ik zal enkele weken moeten herstellen. De arts verwittigde me dat ik het moeilijk zal hebben met jaknikken, maar eerlijk gezegd heb ik dat nu ook al", zegt ze met een knipoog.

Maya Detiège zetelt sinds 2003 in het federaal parlement, is voorzitter van het Beneluxparlement en maakt ook deel uit van de sp.a-fractie in de Antwerpse gemeenteraad. (PHT)

Sortir le projet européen de l'impasse

La Libre Belgique *,
Wo. 16 Dec. 2015, Pagina 12

Entretien Gilles Toussaint L'idée de relancer le projet européen sur base d'un noyau de pays disposés à aller vers davantage d'intégration revient de manière appuyée sur la table. Politologue à l'Institut Egmont et chercheuse associée à l'Université d'Oxford, Sophie Heine décrypte cette hypothèse. La relance d'une telle dynamique est-elle souhaitable ...

Entretien Gilles Toussaint

L'idée de relancer le projet européen sur base d'un noyau de pays disposés à aller vers davantage d'intégration revient de manière appuyée sur la table. Politologue à l'Institut Egmont et chercheuse associée à l'Université d'Oxford, Sophie Heine décrypte cette hypothèse.

La relance d'une telle dynamique est-elle souhaitable ?

Il faut rappeler que la plupart des avancées dans l'histoire de l'intégration européenne se sont faites autour d'un noyau dur. L'exemple principal est bien évidemment l'euro et l'Union économique et monétaire. Ce procédé repose sur la progression d'un groupe restreint de pays, qui a vocation à s'étendre petit à petit. Des possibilités juridiques existent dans les traités pour permettre ce type d'avancées ainsi que pour faciliter la flexibilité dans l'intégration : coopération renforcée ou clause de flexibilité par exemple. C'est donc tout à fait faisable et les propositions entendues ces derniers temps de la part de certains acteurs politiques montrent qu'il y a des velléités dans ce sens.

Par ailleurs, et sur un plan plus prescriptif, une telle option est absolument indispensable dans le contexte actuel. Le projet européen est en effet dans une impasse et même dans une phase de potentielle désintégration. On le voit avec le risque de Brexit. Même si le débat pré-référendaire au Royaume-Uni ne mène pas à cette issue, les exigences posées par Cameron remettent clairement en question certains des principes fondamentaux de l'intégration européenne et de son architecture institutionnelle. Et ce alors que les eurosceptiques ont déjà le vent en poupe dans un nombre croissant de pays.

Ceux qui évoquent cette hypothèse de noyau dur y croient-ils vraiment ou se servent-ils de cette menace pour faire pression sur les Etats membres les plus difficiles ?

Il y a un risque que ce soit juste de la rhétorique. Mais j'insiste sur le fait que face à cette tendance à la désintégration une réaction s'impose. Depuis 30 à 40 ans, l'euroscepticisme ne fait que progresser et se renforcer. Les études les plus récentes montrent que cela devient un phénomène mainstream. Des courants qui étaient autrefois marginaux sont aujourd'hui considérés comme acceptables et recueillent de plus en plus de soutien électoral. En outre, leurs idées et leurs stratégies sont reprises par les courants politiques dominants de centre droit et de centre gauche. Face à cet enracinement, le gros problème est que l'on n'a pas de véritable projet politique concurrent en termes d'intégration. L'idée de se recentrer autour d'un noyau dur reflète ce besoin d'opposer une réponse fédéraliste à cette situation en allant plus loin dans la

"supranationalisation" de certaines politiques.

Quels pourraient être les domaines concernés ?

Beaucoup de politiques font l'objet d'une européanisation partielle, avec un schéma hybride entre l'intergouvernemental et le supranational. Or, c'est justement cette européanisation partielle qui crée nombre des problèmes actuels. Il y a au contraire un besoin d'aller plus loin dans l'intégration européenne sur de nombreux plans: par exemple, sur la question des frontières et de Schengen – et ici les propositions de la Commission vont dans le bon sens –; les questions d'asile et d'immigration; celles de défense et de sécurité; le renseignement; l'Union économique et monétaire... On se trouve dans une phase où il y a des petits pas, mais pas encore de grand saut. L'une des sources de blocage à cet égard réside dans la difficulté de réformer les bases de l'intégration européenne sans passer par un changement de traité, qui requiert l'unanimité.

Interprétez-vous les récentes propositions de la Commission comme une tentative de donner une impulsion dans ce sens ?

Oui. La Commission joue son rôle qui est d'être à l'initiative. Elle est assez politique et ce que fait Juncker et toute son équipe est cohérent et beaucoup plus ambitieux que ce que faisait Barroso. Le problème, c'est que la Commission peut faire des propositions, mais ce n'est pas elle qui décide. Ce sont les Etats membres dans certains sujets et également le Parlement européen dans d'autres. C'est évidemment une difficulté, mais c'est peut-être en partie le message que veut faire passer la commission. Elle met en évidence les failles qui existent en raison de ce système hybride – qui ne fonctionne tout simplement pas sur un nombre grandissant d'aspects – pour ouvrir le débat.

Mais y a-t-il un appétit pour cela ? Quels pays seraient prêts à réellement s'engager dans cette voie ?

Pour que cela fonctionne, il est difficile d'imaginer un noyau dur dans les domaines que j'ai évoqués sans certains Etats clefs, comme la France et l'Allemagne et les pays du *Benelux*. Les petits Etats peuvent en effet jouer un rôle très important. Ils sont plus facilement fédéralistes car c'est dans leur intérêt. Leur tradition de souveraineté et d'identité nationale est en outre moins forte. Dans une telle perspective, le rapport avec le Royaume-Uni pourrait être assez constructif. Plusieurs responsables politiques britanniques ont souvent fait référence au fait que les aspirations de Londres à plus de distance avec l'Union pouvaient être très compatibles avec celles d'un noyau de pays souhaitant pour leur part plus d'intégration.

Le mini-sommet qui cache les divisions de l'Europe

Le Soir *,
Do. 17 Dec. 2015, Pagina 12

A l'initiative de l'Allemagne, un nouveau mini-sommet à 8 se tient avec le Premier ministre turc, en marge du sommet à 28. L'affaire suscite beaucoup de questions.

Le Conseil européen qui se tient ces jeudi et vendredi à Bruxelles sera dominé par deux sujets : la migration, et la « question britannique », c'est-à-dire la négociation entamée par Londres avec ses partenaires européens en prévision du référendum sur le maintien du Royaume-Uni au sein de l'UE.

Mais à la veille de ce sommet des vingt-huit, c'est une autre réunion qui suscitait rumeurs et controverses : ce qu'on a eu vite fait d'appeler un « mini-sommet » de huit dirigeants avec le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu. Une rencontre dans un format similaire à une réunion qui s'était tenue en marge du sommet UE-Turquie il y a dix-huit jours à Bruxelles. La chancelière allemande avait alors soumis à ses collègues des sept autres pays « les plus touchés par l'afflux de réfugiés », l'idée d'une « réinstallation » volontaire dans l'UE de réfugiés qu'on irait chercher directement en Turquie.

L'initiative de la nouvelle rencontre ce jeudi matin a été à nouveau lancée par l'Allemagne. Selon les premières indiscrétions, Berlin, rapidement soutenue par l'Autriche qui abritera la rencontre dans son ambassade bruxelloise, voulait faire avancer son projet de « réinstallation ». La Commission européenne, impliquée dans cette entreprise depuis le début, avait été formellement priée par les vingt-huit d'élaborer une proposition en ce sens. Elle l'a présentée mercredi sous forme d'un « schéma d'admission humanitaire » de personnes en besoin de protection et qui se trouvent en Turquie du fait du conflit en Syrie. Indirectement, les calculs évoqués dans ce document de la Commission débouchent sur un chiffre de 80.000 réfugiés.

Un nouveau mini-sommet pour discuter de cette réinstallation ? Pour la Belgique, dont le Premier ministre Charles Michel s'était publiquement distancié de l'idée allemande il y a moins de trois semaines, il n'était pas question d'y participer si le projet de réinstallation en était le sujet principal. Le chef du gouvernement belge y participera finalement (y sont annoncés, outre l'Allemande et l'Autrichien, les dirigeants du Benelux, de la Suède, de la Finlande et de la Grèce). Mais l'objectif de la réunion, tel qu'il a été communiqué par les Allemands, sera de faire le point sur la mise en œuvre des engagements respectifs que la Turquie et l'UE avaient consigné dans leur plan d'action commun, face à l'afflux de réfugiés (voir ci-contre). « Mais ils pourraient parler aussi des 40 ou 50.000 personnes à réinstaller », ajoutait une source germanique. Quand même...

Les questions sur la composition exacte du tour de table ne se limitaient pas aux pays du Benelux (le Premier ministre néerlandais Rutte sera peut-être retenu au pays en matinée, nous avait prudemment indiqué un diplomate). Toute la journée de mercredi, des informations contradictoires avaient circulé sur la participation du président

français, donnant à penser que celle-ci n'était pas jugée très appropriée. « Mais bien sûr, il sera présent » , nous affirmait une source européenne en principe très bien informée. Jusqu'à ce qu'un tweet de l'Elysée fasse savoir la nature d'un important empêchement : « Le président @ fhollande se rendra demain à 11 h dans le Pas-de-Calais pour inaugurer le Monument des fraternisations à Neuville-Saint-Vaast. »

Dernière participation restée hypothétique une bonne partie de la journée de mercredi, celle de Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne. Pas évident : pourquoi le président de la Commission participerait-il à un sommet restreint avec la Turquie, sur un sujet qui concerne pourtant les vingt-huit ? « La Commission a fait son travail sur la proposition d'admissions humanitaires mais, ensuite, c'est du ressort des relations bilatérales des Etats avec la Turquie », nous expliquait un diplomate cherchant visiblement à réduire la nécessité de la présence de Juncker. Avant que le porte-parole de ce dernier nous confirme que « le président y participera, bien entendu ! »

Au fil des différentes versions quant à l'agenda du mini-sommet et à ses participants, une certaine gêne était manifeste. « C'est clair qu'il aurait été préférable que ce genre de réunion se déroule à vingt-huit » , reconnaissait un diplomate d'un des pays participants. Mais même s'ils ne sont pas toujours d'accord sur la tactique, même si l'Italie et la France pour le coup n'y seront pas, ces pays regroupent les Etats qui, sur la crise des réfugiés, partagent une vision commune, où l'accueil et le contrôle des frontières extérieures sont deux volets majeurs. Face à ces « amis des relocalisations », les pays d'Europe centrale qui n'y sont pas du tout favorables, ont créé leur club des « Amis de Schengen » : pour eux, la seule priorité afin de préserver la zone de libre circulation, est de rendre les frontières extérieures les plus imperméables possible à l'arrivée de migrants. Le président tchèque Sobotka s'en est fait le porte-parole, adressant une lettre en ce sens à tous les dirigeants européens...

Mais, observant tout cela d'un regard inquiet, un diplomate d'un pays d'Europe centrale, évoquait ce qu'il considérait comme le véritable enjeu du mini-sommet de ce jeudi matin, bien au-delà de l'ordre du jour : « C'est l'Europe à deux vitesses qui est déjà en route. »

JUREK KUCZKIEWICZ

JUREK KUCZKIEWICZ ■

Europese Unie is in korte tijd van kleur verschoten

Het Financieele Dagblad,
Za. 19 Dec. 2015, Pagina 12

De verwondering was zichtbaar bij buitenlandse journalisten toen een diplomaat het Nederlandse standpunt nog een keer vertolkte. Legale migratie vanuit Turkije is uit den boze zolang de illegale instroom van vluchtelingen niet tot bijna nul is teruggebracht. Tot nul? Dat is toch onmogelijk?

Alles is mogelijk, zo lijkt nu de heersende gedachte in Brussel. Het is nog niet zo lang geleden dat met verbazing werd gereageerd op uitspraken van de Luxemburgse minister van buitenlandse zaken Jean Asselborn dat de Europese Unie binnen enkele maanden uiteen kon vallen door onenigheid over de aanpak van de vluchtelingencrisis. De lange onderhandelingen over een uitweg hadden toen waarschijnlijk de gemoedstoestand van de EU-voorzitter zwaar beïnvloed.

Maar nu kan wel worden geconcludeerd dat Asselborn met recht vroegtijdig heeft gewezen op de slechte staat van de Unie. In enkele maanden tijd is de Europese samenwerking die zo vanzelfsprekend leek, van kleur verschoten. Heilige huisjes zijn omver gekegeld door een gebrek aan eensgezindheid.

De garantie van een vrij verkeer van personen was een kroonjuweel binnen de EU, maar bestaat in feite niet meer. Door de invoering van grenscontroles zijn er bij de grens tussen Luxemburg en Frankrijk kilometerslange files ontstaan. Luxemburg voelt dus zijn eigen onvermogen om Europa weer op één lijn te krijgen aan den lijve. Duitsland controleert zijn zuidelijke grenzen al sinds september. Hongarije zette hekken neer om vluchtelingen tegen te houden, waarna Slovenië en Oostenrijk volgden.

Binnen de EU woedt vanwege alle problemen aan de grenzen een debat over de toekomst van het verdrag van Schengen, dat een vrij verkeer garandeert tussen 26 landen. De zogenoemde Dublin-afspraken, die bepalen dat vluchtelingen asiel moeten aanvragen in het land waar ze de EU binnen komen, staan ook op de helling. De komende maanden worden cruciaal, ook omdat Duitsland volgens nog heersende verdragsteksten tot maart de grenscontroles mag handhaven.

Optimisten kunnen wijzen op de positieve reactie van de EU-landen op de vorming van een Europese grens- en kustwacht. Maar daarvoor lijken opportunistische motieven te gelden. In theorie gaat het om een overdracht van soevereiniteit, in de praktijk is het Europese initiatief vooral een reactie op het onvermogen van Griekenland om zijn grenzen goed te bewaken. Het gaat bovendien om een land dat toch al op zijn rug ligt doordat het ternauwernood ontsnapte aan een vertrek uit de eurozone. De kans is klein dat Polen en Hongarije, landen met regeringen die weinig op hebben met gemeenschappelijke Europese belangen, een interventie aan hun grenzen toestaan.

Europese samenwerking is altijd met horten en stoten gegaan. Maar na een stap achteruit volgden er meestal twee vooruit. Op dit moment desintegreert Europa vooral. Aan alle kanten worden afspraken uitgehold. EU-landen die nog wel willen samenwerken in het vluchtelingenvraagstuk, waaronder Nederland en Duitsland, zoeken elkaar op om buiten de gangbare overlegstructuren in de Unie oplossingen te

vinden. Zij noemen zich daarbij 'gelijkgestemden'.

Apart overleggen is geen vreemd fenomeen, vinden diplomaten die onrust daarover willen sussen. De Benelux zet de klokken ook altijd even gelijk voor een Europese Top. Hetzelfde geldt voor de Visegrád-landen (Polen, Slowakije, Tsjechië en Hongarije). In het verleden kwamen Frankrijk en Duitsland voorafgaand aan een belangrijk EU-overleg met een 'herderlijk schrijven' om sturing te geven in een bepaalde kwestie. Daar werd dan wel over gemopperd, maar andere Europese landen volgden het vaak wel. Nu zijn er parallele overlegstructuren, met parallele afspraken. Er is wel hoop onder de 'gelijkgestemden' dat andere EU-landen zullen volgen, ze worden ook uitgenodigd om mee te doen, maar zeker is dat niet meer gezien de huidige scherpe scheiding tussen Oost en West.

Tegelijkertijd moet de EU aparte afspraken maken met Groot-Brittannië om te voorkomen dat het land de Unie verlaat. Als daar uiteindelijk een verdragswijziging voor nodig is, kan er de roep komen om een fundamenteel debat over Europese samenwerking. Dat is misschien ook noodzaak. De EU-landen hangen nog niet als los zand aan elkaar, maar het scheelt niet veel meer.

Brussel Jeroen Segenhout

militaires Réduction du personnel et 9,2 milliards d'investissements

Le Soir/Brabant Wallon,
Wo. 23 Dec. 2015, Pagina 3

In extremis, le gouvernement Michel s'est accordé sur les grandes lignes d'un plan stratégique pour l'armée belge de la prochaine décennie et, surtout, d'un plan d'investissement qui permette à cette armée de continuer à assumer ses obligations de solidarité en matière de défense européenne. Alors que la Belgique consacre désormais moins d'un pour cent de son PIB à la Défense (8 e économie d'Europe, elle est bonne dernière des pays Otan), elle devrait désormais y consacrer 1,3 %, ce qui n'est pas extraordinaire (c'est moins que le 1,45 % de moyenne des pays non nucléaires Otan), mais lui permet de retrouver le niveau de pays partenaires, comme les Pays-Bas ou l'Allemagne.

Première décision, la plus incontestable : la Belgique maintiendra et rénovera le cœur de sa capacité maritime en achetant deux frégates et six démineurs. Il s'agit de remplacer à l'identique un matériel crucial pour la protection de la Manche, et qui vient à bout de course d'ici huit ans. C'est exactement le signal qu'attendaient La Haye et Berlin pour un très probable remplacement de ces mêmes capacités avec un matériel commun dans les trois pays. L'opportunité d'ouvrir un marché naval groupé – et un chantier commun – est un signal très encourageant dans le sens d'une européanisation de la Défense et de son industrie – du moins au niveau maritime.

Capable de la défense du *Benelux*

Le gouvernement Michel tient par ailleurs sa principale promesse de Défense : il achètera d'ici 2018 une flotte de chasseurs bombardiers qui maintiendra (à peu près) la capacité actuelle de chasse aérienne. Avec 34 chasseurs dont il faudra choisir d'ici deux ans le fournisseur, la Belgique demeurera capable de protéger l'espace aérien *Benelux* et, dans le même temps, de se déployer simultanément sur deux théâtres expéditionnaires avec un total de dix avions. Six avions pourront être déployés indéfiniment sur un premier théâtre d'opération, et quatre avions sur un second théâtre, mais pour une durée limitée (c'est là le seul bémol de la formule adoptée).

Mais ce n'est pas tout : le gouvernement va remettre à niveau l'armée de terre en lui permettant d'acheter les véhicules roulants qui lui manquaient (la surexploitation de trop peu de véhicules les usait prématurément). Il finance l'équipement de la troupe en « vestes intelligentes », des vestes connectées, en cours de développement dans les trois pays *Benelux*. Il s'engage enfin à acheter six drones (de reconnaissance, pas de drones offensifs). Plus étonnant, le gouvernement annonce « une étude pour l'engagement d'un avion ravitailleur ».

Coût total de l'ardoise : 9,2 milliards d'euros à payer à partir de 2019. Tout cela serait évidemment impayable si le gouvernement n'étudiait pas une « maximalisation du retour économique » : en clair, les industries spatiales et de défense des trois Régions du pays doivent voir revenir un maximum des montants investis dans ces « contrats de la décennie ».

L'autre chiffre-clé de l'accord est la réduction du personnel : le nombre de militaires passe de 30 à 25.000, ce qui est en phase avec les départs à la pension et une politique d'« outsourcing » qui doit encore être développée. Au rythme de rotation actuel induit par les carrières courtes mises en place sous le gouvernement Di Rupo, l'objectif de 25.000 hommes suppose une politique de recrutement qui reste soutenue. Par ailleurs, la réduction des frais de personnels et le développement d'une véritable politique d'équipement devraient permettre de se rapprocher de l'équilibre souhaitable des dépenses : la moitié du budget pour les hommes (l'armée belge est aujourd'hui à près de 70 % pour ce poste !), un quart pour l'équipement, un quart pour le fonctionnement.

L'état-major a réagi positivement : « La tendance négative des dernières décennies est ainsi rompue. Le budget va à nouveau croître à partir de 2020. Il y aura aussi de la marge créée pour les investissements qui offriront la perspective d'équiper l'armée du futur. » Commence maintenant un tout autre marchandage : comment ancrer l'armée de manière équilibrée dans les trois Régions ?

ALAIN LALLEMAND

P. 5 La décision sur la réintégration des malades au travail

P. 15 L'accord qui impose la caisse enregistreuse intelligente

ALAIN LALLEMAND ■

Benelux : un poids lourd européen qui s'ignore ?

L'Avenir*,
Ma. 28 Dec. 2015, Pagina 4

La Belgique clôture en cette fin d'année sa présidence trisannuelle du Benelux. L'institution est vieille, elle gagne à être connue.

Philippe LERUTH

En cette fin décembre, une présidence belge va s'achever dans une indifférence quasi générale: celle du *Benelux*. Peut-être d'abord parce que, dans deux ans, le mandat reviendra à nouveau à notre pays. Mais surtout parce que l'accord de coopération intergouvernementale entre la Belgique, les Pays-Bas, et le Grand-Duché de Luxembourg, né de l'union douanière qu'ils ont créée en 1944, ne fait guère parler de lui: les débats européens, et nos empoignades communautaires, reçoivent bien plus d'attention médiatique.

«Pourtant, le *Benelux* est un grand État au sein de l'Union européenne», professe Didier Reynders. Parce qu'il mène «des coopérations plus poussées, dans tous les domaines où les trois pays peuvent ajouter une plus-value» (cf. ci-contre). Et «parce qu'on pèse plus à trois, à l'échelle européenne, que si on s'y active chacun de son côté».

«Cette coopération politique passe d'abord par la préparation commune des Sommets européens pour y parler d'une seule voix», détaille le ministre des Affaires étrangères. On s'adresse souvent aussi ensemble à d'autres: pays scandinaves, ou pays baltes. Et lors de certains Sommets, on peut soutenir une position à trois, à six, voire à neuf. Mais notre avantage, par rapport à ces différents partenaires, c'est que nous partageons une institution qui fonctionne.»

La priorité de la présidence de Didier Reynders – sa deuxième, en fait – a été, en interne, d'améliorer le fonctionnement de cette institution, «en coordonnant mieux l'agenda du Parlement (cf. ci-dessous) et celui, plus concret, de la présidence; et en resserrant les liens avec le secrétariat général et l'administration, et avec la juridiction». L'organisation, le 29 avril, d'un premier «Sommet *Benelux*», «auquel les trois Premiers ministres (NDLR: tous libéraux: Charles Michel, Mark Rutte, Xavier Bettel) ont participé, pour tracer des perspectives pluriannuelles», s'est inscrite dans ce cadre.

La présidence belge a voulu aussi donner une plus grande visibilité extérieure au *Benelux*, avec des missions en commun, «extrêmement compliquées à mettre sur pied, quand il faut coordonner les agendas de trois ministres des Affaires étrangères»

En novembre, une de ces missions a emmené Didier Reynders et ses collègues pour la deuxième fois à Kiev, en Ukraine. D'autres démarches de ce type avaient déjà eu lieu en Géorgie et en Moldavie. Le dialogue avec les pays d'Afrique du Nord, ou du Proche-Orient, s'organise lui aussi de la sorte.

L'avenir, c'est notamment «des représentations communes: les Néerlandais rejoindront la nouvelle ambassade que nous ouvrirons à Kinshasa en novembre; à Caracas, au Venezuela, c'est leur ambassade qui nous hébergera» . C'est aussi une intégration militaire plus poussée (cf. ci-contre), «préfiguration d'une force de Défense européenne» . Le *Benelux* est peut-être méconnu: il garde un bel avenir. Surtout si l'Union Européenne, un jour, s'étend encore. Et que, pour s'y faire entendre, les petits pays auront intérêt à s'y grouper.

Le Parlement : « Lieu de débat idéal »

L'Avenir *,
Ma. 28 Dec. 2015, Pagina 4

Phi. Le. Si Didier Reynders va abandonner la présidence de l'institution, Maya Detiège, elle n'est qu'à mi-mandat: la députée fédérale socialiste anversoise présidera encore le Parlement du Benelux tout au long de l'année 2016. Comment se compose le Parlement du Benelux? L'assemblée compte 49 membres: 21 Néerlandais, représentants des deux ...

Phi. Le.

Si Didier Reynders va abandonner la présidence de l'institution, Maya Detiège, elle n'est qu'à mi-mandat: la députée fédérale socialiste anversoise présidera encore le Parlement du *Benelux* tout au long de l'année 2016.

Comment se compose le Parlement du *Benelux* ?

L'assemblée compte 49 membres: 21 Néerlandais, représentants des deux Chambres; 21 Belges, issus de tous nos parlements, fédéral, régionaux, et communautaires, et 7 Luxembourgeois. Ces membres siègent sur base volontaire. La plupart viennent de régions frontalières. Mais ce critère n'est pas obligatoire.

Ils se réunissent souvent?

Il y a trois sessions plénières de deux jours par an: les débats débouchent sur le vote de motions ou de recommandations, que les députés peuvent ensuite traduire en propositions dans leur assemblée d'origine. Huit journées sont réservées aux réunions de nos sept commissions. S'y ajoutent des journées de travail, organisées en fonction de l'actualité, ou des visites de travail, qui nous permettent de comparer les réponses de nos différents pays à certaines situations. Pour nous inspirer des meilleures.

Les majorités y sont-elles variables comme au Parlement européen? Ou bien travaille-t-on par consensus?

Un consensus est plus aisé à y dégager qu'au niveau national. Prenez l'euthanasie, que nos trois pays ont adoptée: tous les groupes du Parlement du *Benelux* étaient d'accord pour accorder à un citoyen d'un pays, vivant dans l'un des deux autres, le bénéfice de sa loi nationale, si elle était plus souple. Mais les Parlements nationaux n'ont pas suivi: c'est toujours la loi du pays de résidence qui s'applique.

Mais quelle est la valeur ajoutée de pareille assemblée, coincée entre Parlements nationaux et européen?

L'article 350 du traité de Lisbonne permet aux trois pays du *Benelux* de mettre en place ensemble des coopérations avancées au sein de l'Union. À condition de le faire à trois. Le Parlement est le lieu pour en débattre, et, cette année, outre le «Sommet *Benelux*» (cf. ci-dessus), nous avons souvent accueilli les ministres compétents des trois pays quand nous débattions de certaines thématiques. Nous avons ainsi préparé l'expérience de douanes «sans papiers» aux ports d'Anvers ou de Rotterdam, ou la reconnaissance mutuelle des diplômes (cf. ci-dessus).

Des critiques, aux Pays-Bas, portaient sur le coût de l'institution...

Le budget de fonctionnement du Parlement du *Benelux*, qui est hébergé dans les Parlements nationaux, se limite à quelque 630 000 euros, pour son administration. Les élus touchent un jeton de présence, comparable à celui d'un conseiller communal, pour couvrir leurs frais.

Des diplômes reconnus

L'Avenir¹,
Ma. 28 Dec. 2015, Pagina 5

Phi. Le. «C' est une initiative unique en Europe», se réjouit Maya Detiège, la présidente du Parlement Benelux: les diplômes délivrés dans chacun des trois pays sont, depuis le 18 mai, reconnus dans les deux autres. La décision a été prise lors de cette présidence belge, «et elle a ...

Phi. Le.

«C' est une initiative unique en Europe», se réjouit Maya Detiège, la présidente du Parlement *Benelux*: les diplômes délivrés dans chacun des trois pays sont, depuis le 18 mai, reconnus dans les deux autres. La décision a été prise lors de cette présidence belge, «et elle a été ratifiée par tous les ministres concernés, ce qui a nécessité l'accord de tous nos ministres communautaires en Belgique», complète Didier Reynders. Cet «espace d'enseignement *Benelux* unique» s'inscrit, conclut le ministre des Affaires étrangères, «dans la tradition du *Benelux*: aller plus loin que l'Europe en matière d'intégration, là où nous pouvons être les plus efficaces» .

Un marché à... cinq

L'Avenir*,
Ma. 28 Dec. 2015, Pagina 5

Phi. Le. L'année écoulée a été celle de la consolidation «de notre marché intérieur de l'énergie, où on travaille aussi avec l'Allemagne et la France», explique Didier Reynders. Un forum «pentalatéral» organisé à Luxembourg, a été consacré à l'amélioration des interconnexions entre les cinq pays «avec extensions possibles vers ...

Phi. Le.

L'année écoulée a été celle de la consolidation «de notre marché intérieur de l'énergie, où on travaille aussi avec l'Allemagne et la France», explique Didier Reynders. Un forum «pentalatéral» organisé à Luxembourg, a été consacré à l'amélioration des interconnexions entre les cinq pays «avec extensions possibles vers la Suisse et l'Autriche».

Une «semaine de l'énergie», organisée en octobre avec le Parlement du *Benelux* a vu les trois ministres de l'Énergie renouveler leur engagement sur les carburants alternatifs, «notamment les biocarburants». Une journée de réflexion a été consacrée à l'énergie éolienne en mer du Nord.

VITE DIT

L'Avenir*,
Ma. 28 Dec. 2015, Pagina 5

1944 La Belgique, les Pays-Bas et le Grand-Duché du Luxembourg ont créé une union douanière à Londres, le 5 septembre 1944. C'est ensemble qu'ils sont entrés dans le Marché commun, en 1958. Le traité *Benelux* a été renouvelé le 17 juin 2008.

Institutions Le comité de ministres est l'instance de décision suprême du *Benelux*. Le conseil *Benelux* rassemble les hauts fonctionnaires des ministères compétents, en fonction de l'ordre du jour. Le secrétariat général initie, assure et soutient la collaboration entre les trois pays; le Parlement joue un rôle consultatif; et la Cour de Justice *Benelux* veille à l'uniformité dans l'application de la législation *Benelux*.

Paradoxe Opposé à l'intégration européenne, le parti populiste néerlandais de Geert Wilders est un défenseur convaincu du *Benelux*, note Maya Detiège.

Langue Constat de Didier Reynders: son homologue luxembourgeois ne parlant pas le néerlandais, le français est le plus souvent la langue d'usage des réunions ministérielles.

Hachelijke timing brengt weifelend Nederland aan roer EU

De Tijd,
Za. 02 Jan. 2016, Pagina 11

Nederland staat zes maanden aan het Europese roer. In deze crisistijden en met een EU-referendum in eigen huis houdt dat meer in dan 'op de winkel passen': een hachelijke opdracht.

De Nederlandse premier Mark Rutte en zijn Luxemburgse collega Xavier Bettel zijn behalve leeftijdsgenoten, *Benelux*-partners en liberale leiders van een coalitieregering ook goede maatjes. De overdracht van de Europese wacht tussen de twee, op Nieuwjaar, verliep dan ook in een opperbeste verstandhouding. Toch is een stijlbreek onvermijdelijk: van de flamboyante pro-Europese en doortastende Luxemburgers gaat Europa over in de handen van de weifelende, eurokritische Nederlanders.

Als Europees 'voorzitter' coördineert Nederland de komende zes maanden alle ministervergaderingen, net als de honderden voorbereidende bijeenkomsten en meetings van nationale experts. De EU-toppen, op niveau van premiers en staatshoofden, worden wel geleid door Raadsvoorzitter Donald Tusk.

Rutte stuurt natuurlijk wel de Europese agenda van zijn ploeg aan. Hij opteert voor een zakelijke aanpak en wil de grote debatten over de toekomst van Europa liever uit de weg gaan. Den Haag wil ook de kosten drukken: het logo van het vorige EU-voorzitterschap in 2004 wordt gewoon weer van stal gehaald.

Die no-nonsense aanpak vertalen Nederlandse diplomaten graag als 'de Europese winkel beheren'. Alleen is die winkel vandaag behoorlijk onberekenbaar. Crisissen schudden de agenda dooreen. Luxemburg, dat de voorbije zes maanden voorzitter was, laste extra ministervergaderingen in en putte zich uit in bilateraal overleg om een dodelijke clash over migratie te vermijden.

Dat harde diplomatieke werk is niet het probleem, wel de politieke realiteit in Den Haag. Nederlandse politici liepen nooit over van liefde voor de EU. Op vraag van Nederland werden de verwijzingen naar de Europese vlag en het Europese volkslied uit het EU-verdrag gehaald. De hele geschiedenis van de Europese eenmaking door stond Den Haag op de rem, om finaal bij te draaien: bij Europa horen was immers economisch in het belang van Nederland.

Den Haag heeft zo veel affiniteit met de Britse visie op Europa: een louter economisch project. Het dreigende Britse vertrek uit de Unie zit de Nederlanders niet lekker. En net de volgende maanden zijn bepalend of de brexit er komt of niet. In beide gevallen is er veel kans dat na de Britten ook andere landen zullen proberen hun 'contract' met Europa bij te stellen.

Dit debat zal zeker in Nederland spelen. Europa is er vandaag gecontesteerder dan ooit. De opmars van de nationalistische PVV van Geert Wilders zet de regering-Rutte het mes op de keel: als ze valt, wordt de PVV de grootste partij. Een Europese koers varen is dus uit den boze.

Het hachelijkste moment wordt het referendum over het Europese associatieverdrag met Oekraïne, begin april. De eurokritische beweging Geen peil die ijvert voor de Nederlandse exit uit de Unie, verzamelde voldoende handtekeningen voor de volksraadpleging over dit breed economisch akkoord met Oekraïne.

De uitkomst van dit referendum is niet bindend, maar politiek een mijneveld. Een Nederlands nee betekent niet alleen een gigantische blaam voor de EU-voorzitter, maar kan ook het geopolitieke EU-project van toenadering tot de oostelijke buurlanden op de helling zetten.

KORT

Nederland is sinds 1 januari EU-voorzitter. Het land leidt in die periode alle vergaderingen van ministers en nationale experts. De ambigue houding van Nederland tegenover de EU dreigt voor problemen te zorgen. Nederland volgt Luxemburg op. Na Nederland is in de tweede helft van dit jaar een ander eurokritisch land aan de beurt: Slowakije.

ONZE MENING (KRIS VAN HAVER): 28-STEDENTOCHT OP HET EUROPESE IJS

Voor de Nederlandse premier Mark Rutte en zijn coalitie worden de komende maanden hét moment van de waarheid. Zonder leiderschap en een duidelijke pro-Europese taal, dreigt Nederland de Poolse toer op te gaan met een nationalistische regering die de grenzen van de democratie opzoekt. En zakt niet alleen het Verenigd Koninkrijk, maar ook het Europees project door het te dunne ijs.

De regering-Rutte zit thuis steeds meer in de verdrukking, door de steile opmars van het rechtspopulistische PVV als gevolg van de vluchtelingencrisis. En nu moet Nederland ook nog een Europese Unie van 28 lidstaten door de wirwar van mekaar versterkende crisissen proberen te gidsen. Het risico op een Europese scheur was nooit zo groot.

De voorbije zes maanden heeft de Luxemburgse regering de tenen uitgekuist om zo'n breuk te vermijden. Dat pro-Europese volutarisme is de pragmatische Nederlanders vreemd. De hele politieke klasse surft al langer mee op de eurokritische golven van de PVV. Het referendum over het EU-associatieverdrag met Oekraïne in april peilt expliciet naar de weerstand tegen een Europa dat boven de hoofden van de burgers beslist.

Toch ligt de oplossing van de Europese crisissen in méér Europese samenwerking en overdracht van bevoegdheid. Niet in de ontmanteling van de open grenzen of het vrij verkeer. Rutte mag zich niet wegsteken in deze cruciale maanden. Deze 28-stedentocht kan hij enkel winnen met Europees leiderschap.

KRIS VAN HAVER ■

Le droit des marques change

L'Echo,
Do. 14 Jan. 2016, Pagina 13

Associé, NautaDutilh La protection et la défense des marques contribuent au succès de toute entreprise. Pour mieux protéger les entreprises, l'Union européenne vient de renforcer, améliorer et moderniser le cadre législatif régissant les marques en Europe. Une nouvelle directive et un nouveau règlement européens ont été adoptés le 16 décembre ...

Associé, NautaDutilh

La protection et la défense des marques contribuent au succès de toute entreprise. Pour mieux protéger les entreprises, l'Union européenne vient de renforcer, améliorer et moderniser le cadre législatif régissant les marques en Europe. Une nouvelle directive et un nouveau règlement européens ont été adoptés le 16 décembre 2015. Voici les 10 points que les entreprises doivent retenir.

1. "Marque de l'Union européenne"

À partir du 23 mars 2016, date d'entrée en vigueur du nouveau règlement, il ne sera plus question de "marque communautaire", mais bien de "marque de l'Union européenne" (EU trade mark en anglais). Comme son nom l'indique, une marque de l'UE est un titre unique valable pour les 28 États membres de l'Union européenne. En Belgique, seuls le tribunal de commerce et la cour d'appel de Bruxelles sont compétents pour connaître des actions fondées sur des marques de l'UE.

2. "Office de l'UE pour la propriété intellectuelle"

Autre changement important de vocabulaire, les marques de l'UE sont enregistrées auprès de "l'Office de l'UE pour la propriété intellectuelle", lequel siège à Alicante. C'est le nouveau nom de l'Ohmi (Office de l'harmonisation dans le marché intérieur).

3. Baisse globale des taxes

Afin d'encourager les entreprises, et surtout les PME, à bien protéger leur patrimoine intellectuel, les taxes ont été revues à la baisse. La taxe se calcule désormais pour chaque classe individuelle de produits ou de services. Pour bénéficier d'une protection pour tout le territoire de l'Union, la taxe de dépôt de la marque (par la voie électronique) s'élève à 850 euros pour la première classe de produits ou services, à 50 euros pour la deuxième, et à 150 euros pour chaque classe additionnelle.

4. Régularisation possible jusqu'au 24 septembre 2016

Les titulaires de marques de l'UE déposées avant le 22 juin 2012 et dont le libellé de produits ou services n'est pas suffisamment clair et précis (comme, par ex., des "machines" ou des "services de réparation" sans préciser lesquels) bénéficieront d'un délai unique jusqu'au 24 septembre 2016 pour régulariser les choses. Il est donc temps de vérifier son portefeuille de marques et, si nécessaire, de faire le ménage avec l'aide d'un professionnel.

5. Plus besoin de représentation graphique

Avec l'avènement des nouvelles technologies, l'exigence de représentation graphique de la marque est supprimée, ce qui va sans doute permettre d'enregistrer plus facilement des hologrammes, des sons ou des signes en mouvement, à condition qu'ils soient distinctifs.

6. Pas de protection pour certaines dénominations

Les appellations d'origine protégée, les indications géographiques, les mentions traditionnelles pour les vins, les spécialités traditionnelles garanties et les dénominations de variétés végétales protégées ne pourront en principe pas être enregistrées à titre de marque.

7. Actions contre les marchandises en transit

C'est une des grandes avancées pour les titulaires de marques. Ceux-ci pourront désormais empêcher les tiers d'introduire des produits dans l'Union "sans qu'ils soient mis en libre pratique" si ces produits proviennent de pays tiers et copient ou reproduisent la marque. Il sera donc possible de s'en prendre aux marchandises pirates en transit dans l'Union, sauf si le défendeur parvient à prouver que le titulaire de la marque n'a pas le droit d'interdire la mise sur le marché des produits dans le pays de destination finale.

8. Actions contre les actes préparatoires

Pour encore mieux défendre les marques, il est désormais précisé que le titulaire peut agir contre des actes préparatoires à la commercialisation d'un produit.

9. Procédures administratives devant l'Office *Benelux*

Sans affecter le pouvoir des cours et tribunaux, l'Office *Benelux* va devoir mettre de nouvelles procédures administratives en place visant à statuer sur une demande de nullité ou de déchéance d'une marque *Benelux*. Les appels des décisions de l'Office *Benelux* ne seront plus confiés à une cour d'appel dans chacun des trois pays, mais à la Cour de justice *Benelux*.

10. Liberté d'expression

Le nouveau règlement insiste sur l'équilibre nécessaire entre, d'une part, la protection efficace des marques dans la vie des affaires et, d'autre part, l'usage d'une marque fait par des tiers à des fins d'expression artistique.

Le droit des marques change

L'Echo,
Do. 14 Jan. 2016, Pagina 13

Associé, NautaDutilh La protection et la défense des marques contribuent au succès de toute entreprise. Pour mieux protéger les entreprises, l'Union européenne vient de renforcer, améliorer et moderniser le cadre législatif régissant les marques en Europe. Une nouvelle directive et un nouveau règlement européens ont été adoptés le 16 décembre ...

Associé, NautaDutilh

La protection et la défense des marques contribuent au succès de toute entreprise. Pour mieux protéger les entreprises, l'Union européenne vient de renforcer, améliorer et moderniser le cadre législatif régissant les marques en Europe. Une nouvelle directive et un nouveau règlement européens ont été adoptés le 16 décembre 2015. Voici les 10 points que les entreprises doivent retenir.

1. "Marque de l'Union européenne"

À partir du 23 mars 2016, date d'entrée en vigueur du nouveau règlement, il ne sera plus question de "marque communautaire", mais bien de "marque de l'Union européenne" (EU trade mark en anglais). Comme son nom l'indique, une marque de l'UE est un titre unique valable pour les 28 États membres de l'Union européenne. En Belgique, seuls le tribunal de commerce et la cour d'appel de Bruxelles sont compétents pour connaître des actions fondées sur des marques de l'UE.

2. "Office de l'UE pour la propriété intellectuelle"

Autre changement important de vocabulaire, les marques de l'UE sont enregistrées auprès de "l'Office de l'UE pour la propriété intellectuelle", lequel siège à Alicante. C'est le nouveau nom de l'Ohmi (Office de l'harmonisation dans le marché intérieur).

3. Baisse globale des taxes

Afin d'encourager les entreprises, et surtout les PME, à bien protéger leur patrimoine intellectuel, les taxes ont été revues à la baisse. La taxe se calcule désormais pour chaque classe individuelle de produits ou de services. Pour bénéficier d'une protection pour tout le territoire de l'Union, la taxe de dépôt de la marque (par la voie électronique) s'élève à 850 euros pour la première classe de produits ou services, à 50 euros pour la deuxième, et à 150 euros pour chaque classe additionnelle.

4. Régularisation possible jusqu'au 24 septembre 2016

Les titulaires de marques de l'UE déposées avant le 22 juin 2012 et dont le libellé de produits ou services n'est pas suffisamment clair et précis (comme, par ex., des "machines" ou des "services de réparation" sans préciser lesquels) bénéficieront d'un délai unique jusqu'au 24 septembre 2016 pour régulariser les choses. Il est donc temps de vérifier son portefeuille de marques et, si nécessaire, de faire le ménage avec l'aide d'un professionnel.

5. Plus besoin de représentation graphique

Avec l'avènement des nouvelles technologies, l'exigence de représentation graphique de la marque est supprimée, ce qui va sans doute permettre d'enregistrer plus facilement des hologrammes, des sons ou des signes en mouvement, à condition qu'ils soient distinctifs.

6. Pas de protection pour certaines dénominations

Les appellations d'origine protégée, les indications géographiques, les mentions traditionnelles pour les vins, les spécialités traditionnelles garanties et les dénominations de variétés végétales protégées ne pourront en principe pas être enregistrées à titre de marque.

7. Actions contre les marchandises en transit

C'est une des grandes avancées pour les titulaires de marques. Ceux-ci pourront désormais empêcher les tiers d'introduire des produits dans l'Union "sans qu'ils soient mis en libre pratique" si ces produits proviennent de pays tiers et copient ou reproduisent la marque. Il sera donc possible de s'en prendre aux marchandises pirates en transit dans l'Union, sauf si le défendeur parvient à prouver que le titulaire de la marque n'a pas le droit d'interdire la mise sur le marché des produits dans le pays de destination finale.

8. Actions contre les actes préparatoires

Pour encore mieux défendre les marques, il est désormais précisé que le titulaire peut agir contre des actes préparatoires à la commercialisation d'un produit.

9. Procédures administratives devant l'Office *Benelux*

Sans affecter le pouvoir des cours et tribunaux, l'Office *Benelux* va devoir mettre de nouvelles procédures administratives en place visant à statuer sur une demande de nullité ou de déchéance d'une marque *Benelux*. Les appels des décisions de l'Office *Benelux* ne seront plus confiés à une cour d'appel dans chacun des trois pays, mais à la Cour de justice *Benelux*.

10. Liberté d'expression

Le nouveau règlement insiste sur l'équilibre nécessaire entre, d'une part, la protection efficace des marques dans la vie des affaires et, d'autre part, l'usage d'une marque fait par des tiers à des fins d'expression artistique.

Ils parlent tous d'une seule et même voix ...

Le Quotidien,
Di. 19 Jan. 2016, Pagina 2

Ils parlent tous d'une seule et même voix pour réclamer la fin du nucléaire et la transition vers les énergies renouvelables. Hier, les députés Henri Kox (déi gréng), Marco Schank (CSV), Max Hahn (DP) et Roger Negri (LSAP) n'affichaient pas de larges sourires de contentement. Loin de là.

« Le problème de toutes les nations nucléaires, c'est qu'elles ne peuvent pas admettre le doute. Nous leur avons rappelé que si un accident survient à Tihange, le Luxembourg est rayé de la carte. Nous avons expliqué que d'autres problèmes se posaient aujourd'hui avec les centrales nucléaires, comme les menaces terroristes, par exemple. Mais on n'en discute pas! Le seul point positif finalement, c'est que les Belges ont l'intention comme les Allemands de sortir du nucléaire d'ici 2025. C'est encore loin », commente Henri Kox.

Contrairement à l'Allemagne, la Belgique n'a aucune stratégie pour la transition vers des énergies renouvelables, ce que regrettait hier Henri Kox. Et c'est d'autant plus difficile de s'y retrouver en Belgique dans la mesure où « le nucléaire dépend du pouvoir fédéral, alors que les politiques énergétiques sont du ressort des politiques régionales », précise le député écologiste.

De son côté, Max Hahn (DP) est sorti quelque peu secoué de cette rencontre. « Quand j'entends les autorités belges nous dire qu'il n'y a pas plus d'incidents dans les centrales nucléaires que dans les autres industries productrices d'énergie, je ne me sens pas particulièrement rassuré. Au contraire, je trouve que c'est une réflexion choquante! Comment peut-on faire cette comparaison quand on sait que les conséquences d'un accident dans une centrale nucléaire ne sont comparables avec rien d'autre! », déclare le jeune député.

Actualité

à la Chambre

Le socialiste Roger Négri a retenu comme point positif « le lancement d'un projet pilote *Benelux* dans les énergies renouvelables, suggéré par la ministre Marie-Christine Marghem », informe-t-il.

Quant à Marco Schank, son parti, le CSV, a demandé la semaine dernière l'organisation à la Chambre des députés d'une heure d'actualité au sujet de la sûreté des centrales nucléaires belges. Hier, le député de l'opposition était en discussion avec Henri Kox pour rédiger une motion commune sur ce sujet.

Une chose est sûre : le Luxembourg est engagé comme un seul homme dans la lutte contre l'énergie nucléaire.

«Une réflexion choquante»

« L'Europe sortira de la crise renforcée »

Le Soir
Wo. 27 Jan. 2016, Pagina 12

Pour l'ex-eurodéputé écologiste, seule la chancelière Angela Merkel a vraiment une carrure de chef d'État. Les autres ? « Des nains »...

ENTRETIEN

Le 16 avril 2014, à 69 ans, Daniel Cohn-Bendit quittait le Parlement européen, après vingt ans de participation active et de coups d'éclat sous la bannière des Verts. Si sa foi de charbonnier en l'idéal européen n'a pas changé, il commente désormais l'actualité sans plus aucun tabou idéologique. Jusqu'à chanter la louange de la chancelière Angela Merkel...

Ne tournons pas autour du pot : l'Europe va mal. Vous êtes inquiet ?

Le problème, c'est : quelle histoire on veut raconter. La première, c'est de dire, effectivement, que l'Europe va mal, qu'elle ne fait pas ci, qu'elle ne fait pas ça... L'autre, c'est de dire que ce sont les États membres qui vont mal. La vérité, c'est que vous avez 28 pays qui ont une vision utilitariste et instrumentale de l'Europe. Avec, en plus, dans presque chacun d'entre eux, une dégradation politique, une dérive identitaire et populiste, qui bloquent complètement la situation. Ce qui est énervant, c'est qu'on peut facilement démontrer que sans l'Europe, les États membres ne sont rien. Que sans l'Europe, la France a dans le monde l'importance qu'a Andorre au sein de l'Europe, et l'Allemagne, l'importance qu'a le *Benelux*, peut-être... Mais on n'arrive pas à expliquer, ou on le fait mal, que face à la mondialisation, si on veut garder de la souveraineté, on ne le fera que par l'Europe. C'est ça qui est fou : les souverainistes défendent une souveraineté indéfendable, alors que les seuls vrais souverainistes, ce sont les Européens.

Mais c'est un discours qui ne passe plus...

Je dirais autre chose : c'est un discours que presque plus personne ne tient à droite. Nous ne sommes pas capables, en Europe, de défendre cette idée de l'intérêt européen. À titre personnel, je pense que non seulement l'Europe peut sortir de cette crise, mais va sortir de cette crise renforcée. Alors peut-être qu'elle en sortira transformée avec un noyau européen plus restreint et un marché européen plus grand – avec des accords privilégiés avec certains pays, de l'Angleterre à la Turquie... Nos démocraties doivent se redéfinir : au niveau régional, national et européen. Voilà le débat.

Vous y croyez ?

Écoutez : si demain, Merkel et Hollande passent un week-end ensemble pour relancer la machine, si Hollande vire Valls et Merkel vire Schäuble, si l'Allemagne lance un grand plan de relance économique et si la France prend 300.000 réfugiés, je suis persuadé qu'en six mois, vous avez un autre climat politique en Europe et que l'Europe peut redémarrer.

Quand vous entendez qu'à Anvers, Bart De Wever et Nicolas Sarkozy raillent Merkel

et déclarent que Schengen est mort, qu'est-ce que cela vous inspire comme commentaire ?

Que ce sont deux minus et deux minables qui raillent une déesse. Politiquement, Merkel, ce n'est pas ma tasse de thé, mais c'est le seul chef d'État qui a vraiment une carrure de chef d'État. Les autres, ce sont des nains, des zéros. Elle a commis des tas d'erreurs, sur la Grèce, sur la politique économique, et je suis prêt à la critiquer, mais elle a un sens de la responsabilité politique et aussi – ce que j'avais sous-estimé – de la responsabilité politique pour l'Europe. Et ça, c'est quelque chose qui peut être déterminant.

Pour sa part, Hollande semble plus pressé de faire passer la déchéance de la nationalité que d'ouvrir grand ses frontières...

C'est tellement idiot ! La déchéance nationale ne va pas lui amener une voix ; il va en perdre à gauche et il n'y a pas un type de droite qui va voter pour lui parce qu'il a fait ça. Hollande pense sans doute à sa réélection, mais plus il y pense, plus il est angoissé parce qu'il commence à comprendre qu'il en est loin.

Si le retrait de la nationalité n'est pas la solution, que faut-il faire pour lutter contre le djihadisme ?

D'abord, ne pas confondre ceux qui se sont militarisés et tous les jeunes en déshérence. Tous les jeunes qui se sentent mal ne prennent pas les armes, sinon ça irait mal... Vis-à-vis des uns, il faut d'autres politiques, qui reposent la question des inégalités. Et vis-à-vis des autres, il faut un État fort, une police capable et des travailleurs sociaux qui travaillent à la déradicalisation. En Belgique, mais également en France, en Allemagne et dans tous les pays à des degrés différents, on doit se demander, sans se mentir, ce qui n'a pas fonctionné dans l'histoire de nos immigrations. Et d'autre part, il faut réfléchir à comment intégrer une nouvelle religion dans nos sociétés. Combien de temps l'Europe a-t-elle mis pour intégrer le protestantisme ? Ce fut très long et sanglant. Je crois qu'on en est là, aujourd'hui, avec l'islam. J'ai reçu mardi, par mail, une image formidable : on y voit, à Badalona, en Catalogne, une conseillère municipale de Podemos avec un foulard sur la tête qui marie deux homosexuels. Alors, oui, c'est difficile, mais on avance ! Il y a des milliers de musulmans qui se battent ; aidons-les au lieu de toujours pointer l'islam du doigt. Mais sur le terrorisme, je suis classique : il faut battre Daesh, il faut qu'ils goûtent la défaite.

Avec ou sans Bachar el-Assad ?

D'abord, soyons clairs. Un, vous ne libérerez pas Raqqa sans qu'une force militaire ne prenne Raqqa. Deux, aujourd'hui, des milliers de gens fuient Raqqa et vont arriver, je ne sais pas quand, à Bruxelles. C'est comme ça : vous ne pouvez pas vivre à Raqqa – et on pourrait naturellement citer beaucoup d'autres endroits. Ceci acté, par rapport à votre question, il y a les accords de Vienne, qui sont très intelligents. On essaye d'arracher un cessez-le-feu, de mettre en place un gouvernement de transition, et puis on organise des élections dans deux ans. Mais il est dit qu'à ces élections, tous les réfugiés syriens pourront voter. Les Iraniens et les Russes ont donc acté la défaite d'Assad car, s'il y a des élections, il n'a aucune chance. Maintenant, il faut voir comment coaliser et restructurer les forces qui se battent contre Daesh...

Revenons en France, où on ne parle déjà plus que de l'élection présidentielle. Vous avez dit que Hollande était loin du compte. Mais encore ?...

S'il n'y a pas de primaire à gauche, il n'y aura tout simplement pas de candidat de gauche au deuxième tour. Si au moins on se retrouvait face à un « Le Pen-Juppé », ça

nous libérerait... Mais la cata, pour des gens comme moi, ce serait « Le Pen-Sarkozy » ! On serait obligé d'appeler à voter Sarkozy ! Vous voyez un peu ?

Et les Verts, dans tout cela ?

Après les européennes, Europe Écologie avait un boulevard, et on a été incapables d'être à la hauteur de l'envie d'une nouvelle culture politique qu'on avait suscitée. Aujourd'hui, les écologistes ne sont pas crédibles. S'il n'y a pas de primaires à gauche, la déception est telle vis-à-vis de Hollande que je suis persuadé que la moitié des écologistes vont voter Juppé. Mais dans un processus de primaire à gauche, dans un processus de recomposition, les écologistes auraient leur mot dire. Il y a des attentes écologiques dans une partie de la société française, par-delà le clivage gauche-droite. Le problème, c'est : quelle est la personnalité qui pourrait les incarner ? Aujourd'hui, pour moi, c'est Nicolas Hulot.

Et vous là-dedans ?

J'ai loupé mon coup la dernière fois, avec Europe Écologie. J'aurais dû participer à la primaire de la gauche. Et, comme disait l'autre, quand tu arrives en retard, l'Histoire te châtie. Donc, c'est fini pour moi. Et je vais vous dire : je n'en ai pas envie.

CHRISTOPHE BERTI

CHRISTOPHE BERTI ■

Les banques centrales du Benelux se réunissent

Luxemburger Wort,
Wo. 27 Jan. 2016, Pagina 17

Luxembourg. La deuxième réunion des directions des banques centrales du *Benelux* a été organisée, ce mardi 26 janvier 2016, à la Banque centrale du Luxembourg, su invitation du gouverneur de cette dernière, Gaston Renesch. Les discussions ont porté sur différents sujets d'intérêt commun en relation avec leur participation dans l'Eurosystème et dans le Mécanisme de surveillance unique (MSU). (C.)

Redaktion (LW) ■

Fédération Wallonie-Bruxelles - L'octroi des équivalences de diplômes bientôt simplifié

Belga,
Wo. 27 Jan. 2016, Pagina 0

(BELGA) = Le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a adopté mercredi un projet d'arrêté déterminant les conditions et procédures d'octroi d'équivalence de diplômes supérieurs obtenus à l'étranger.

Cette initiative vise à inscrire pleinement la Fédération Wallonie-Bruxelles dans le processus de Bologne qui vise à la mise en place d'un Espace européen de l'enseignement supérieur.

"Cette nouvelle législation va largement simplifier les démarches nécessaires pour obtenir une équivalence de diplôme", a commenté mercredi le ministre de l'Enseignement Jean-Claude Marcourt, cité dans un communiqué.

Le projet d'arrêté intègre ainsi la décision *Benelux* du 18 mai 2015. Celle-ci prévoit que le niveau de tout bachelier ou master délivré en Fédération Wallonie-Bruxelles est reconnu automatiquement et sans formalité en Flandre, aux Pays-Bas ou au Luxembourg, et inversement.

Il crée en outre une procédure d'équivalence allégée et plus rapide qui reconnaît en Fédération le niveau - bachelier ou master - de toute une série de diplômes supérieurs européens.

"Afin de rendre cette nouvelle procédure encore plus attractive, les frais réclamés au demandeur sont réduits à 65 euros, au lieu de 150 à 200 euros pour la procédure classique", a ajouté M. Marcourt.

Des mesures spécifiques sont par ailleurs prévues pour les réfugiés et les bénéficiaires de la protection subsidiaire titulaires de diplômes étrangers. Ceux-ci ne devront à l'avenir plus s'acquitter des frais de procédure.

Par ailleurs, des alternatives administratives ont été élaborées pour les personnes qui, contraintes de fuir leur pays, ne sont plus en mesure de fournir les documents officiels de leur université d'origine.

"L'objectif est de pouvoir reconnaître leur diplôme étranger tout en offrant les garanties indispensables en matière d'équivalence", a conclu le ministre.

Belga ■

Diplômes : équivalence simplifiée

L'Avenir*,
Do. 28 Jan. 2016, Pagina 7

FWB Le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a adopté mercredi un projet d'arrêté déterminant les conditions et procédures d'octroi d'équivalence de diplômes supérieurs obtenus à l'étranger.

Cette initiative vise à inscrire pleinement la Fédération Wallonie-Bruxelles dans le processus de Bologne qui vise à la mise en place d'un Espace européen de l'enseignement supérieur. Cette nouvelle législation va largement simplifier les démarches nécessaires pour obtenir une équivalence de diplôme.

Le projet d'arrêté intègre ainsi la décision *Benelux* du 18 mai 2015. Celle-ci prévoit que le niveau de tout bachelier ou master délivré en Fédération Wallonie-Bruxelles est reconnu automatiquement et sans formalité en Flandre, aux Pays-Bas ou au Luxembourg, et inversement.

Il crée en outre une procédure d'équivalence allégée et plus rapide qui reconnaît en Fédération le niveau – bachelier ou master – de toute une série de diplômes supérieurs européens. Les frais de procédure seront également réduits.

Des mesures spécifiques sont par ailleurs prévues pour les réfugiés et les bénéficiaires de la protection subsidiaire titulaires de diplômes étrangers.

Transporteurs voorzichtig positief over test met supertruck (2)

Belga,
Do. 28 Jan. 2016, Pagina 0

(BELGA) = Een transportbedrijf uit Heverlee is veeleer tevreden over een eerste test met de zogenaamde supertruck. Economisch gezien is de strenge Vlaamse testsetting voorlopig nog niet rendabel, al ziet men voordelen voor het milieu. Bij het Agentschap Wegen en Verkeer plant men een tweede projectoproep, met mogelijk soepelere criteria.

Het transportbedrijf NinaTrans kreeg in 2014 als eerste een toelating om met een extra lange truck, ook wel ecocombi genoemd, te rijden. Twee ritten met zo'n vrachtwagen van ongeveer 25 meter kunnen drie ritten vervangen met vrachtwagens van circa 18 meter. Op een vast traject wordt bier van brouwerij AB InBev vanuit Leuven naar Antwerpen vervoerd. Donderdag werden op een transportconferentie eerste ervaringen gedeeld. Het Leuvense transport toonde alvast de - om verkeersveiligheidsredenen - rigide setting van de eerste proef aan. De brouwerij ligt in de bebouwde kom van Leuven en de lading moet daarom met reguliere trucks naar Heverlee gevoerd worden, waar ze dan in de supertruck moet worden overgeladen. AB InBev-vertegenwoordigster Cybille Buyck vroeg zich af of een versoepeling op dat vlak niet kan. "Puur economisch is het vandaag niet interessant", verklaarde NinaTrans-ceo Benny Smets donderdag, al ziet hij de balans positief. "Het verbruik is veel minder hoog dan gedacht. Per pallet is er daardoor 20 procent CO2-besparing, wat zeer aanzienlijk is. Het aantal vrachtwagenbewegingen nam met 30 procent af. Dit kan dus ook de mobiliteit ten goede komen. Ook is er geen enkel incident geweest." Smets hoopt wel dat internationale ritten mogelijk worden. Gemaakte *Benelux*-afspraken maken dat principieel mogelijk, al uitte een aantal firma's wel de bezorgdheid dat Nederlanders - die meer ervaring hebben met ecocombi's - snel lading van Belgische transporteurs zouden kunnen innemen. Ook transportfirma Gilbert De Clercq heeft een vergunning en rijdt sinds kort tussen Antwerpen en Kallo. CEO Filip De Clercq zag op basis van zeer voorlopige resultaten een relatief beperkt meerverbruik voor de zware trucks. Hij pleitte wel voor langeafstandstrajecten en ook een chauffeuropleiding in eigen land. In juli gaat het Agentschap Wegen en Verkeer zelf een analyse uitvoeren, wat kan leiden tot een verlenging van het lopende proefproject. Administrateur-generaal Tom Roelants, zei ook dat er "ten vroegste in het najaar" een tweede projectronde komt. Hij stelde te willen kijken naar vragen die werden geuit, zoals beperkte ADR-ladingen (gevaarlijke producten), alsook beperkt supertrucktransport in de bebouwde kom.

Belga ■

Transporteurs voorzichtig positief over test met "supertruck"

Gisteren om 15:41 door gjs | Bron: BELGA

28/1/16



Foto: BELGA

Een transportbedrijf uit Heverlee is veeleer tevreden over een eerste test met de zogenaamde supertruck. Economisch gezien is de strenge Vlaamse testsetting voorlopig nog niet rendabel, al ziet men voordelen voor het milieu. Bij het Agentschap Wegen & Verkeer plant men een tweede projectoproep, met mogelijk soepelere criteria.

Het transportbedrijf NinaTrans kreeg in 2014 als eerste een toelating om met een extra lange truck, ook wel ecomombi genoemd, te rijden. Twee ritten met zo'n vrachtwagen van ongeveer 25 meter kunnen drie ritten vervangen met vrachtwagens van circa 18 meter. Op een vast traject wordt bier van brouwerij AB InBev vanuit Leuven naar Antwerpen vervoerd.

Donderdag werden op een transportconferentie alvast eerste ervaringen gedeeld. Het Leuvense transport toonde alvast de - om verkeersveiligheidsredenen - rigide setting van de eerste proef aan. De brouwerij ligt in de bebouwde kom van Leuven en de lading moet daarom met reguliere trucks naar Heverlee gevoerd worden, waar ze dan in de supertruck moet worden overgeladen.

"Puur economisch is het vandaag niet interessant", verklaarde NinaTrans-CEO Benny Smets donderdag, al ziet hij de balans positief. "Het verbruik is veel minder hoog dan gedacht. Per pallet is er daardoor 20 procent CO₂-besparing, wat zeer aanzienlijk is. Het aantal vrachtwagenbewegingen nam met 30 procent af. Dit kan dus ook de mobiliteit ten goede komen. Ook is er geen enkel incident geweest."

Smets hoopt wel dat internationale ritten mogelijk worden. Gemaakte Benelux-afspraken maken dat principieel mogelijk, al uitte een aantal firma's wel de bezorgdheid dat Nederlanders - die meer ervaring hebben met ecomombi's - snel lading van Belgische transporteurs zouden kunnen innemen.

Equivalences de diplômes: Wallonie-Bruxelles simplifie

Letzebuerger Journal,
Vr. 29 Jan. 2016, Pagina 22

Bruxelles L'octroi des équivalences de diplômes sera bientôt simplifiée en fédération Wallonie-Bruxelles, rapportait hier soir le site web du quotidien belge Le Soir. En effet, le gouvernement de la Fédération a adopté mercredi un projet d'arrêté déterminant les conditions et procédures d'octroi d'équivalence de diplômes supérieurs obtenus à l'étranger. Une initiative visant à inscrire pleinement la Fédération Wallonie-Bruxelles dans le processus de Bologne qui vise à la mise en place d'un Espace européen de l'enseignement supérieur. Le projet d'arrêté intègre ainsi la décision *Benelux* du 18 mai 2015. Celle-ci prévoit que le niveau de tout bachelor ou master délivré en Fédération Wallonie-Bruxelles est reconnu automatiquement et sans formalité en Flandre, aux Pays-Bas ou au Luxembourg, et inversement. LJ

Het groene gevoelsnationalisme

De Standaard *,
Vr. 29 Jan. 2016, Pagina 42

Vlaamsgezinden 'sentimenten' verwijten en tegelijk belgicisten oproepen om de straat op te trekken? Beweren dat de grondstroom Belgisch is, maar dan wel van bovenaf belgicisme aanmoedigen? Luc van Doorslaer had meer verwacht van het pleidooi van Kristof Calvo.

Als je in het buitenland, zeker op andere continenten, weleens lezingen geeft over taal- en vertaalbeleid, stop je beter een kaart van Europa en België tussen je slides. De afgelopen weken deed ik dat in China en Hongkong. Collega's en studenten kijken aandachtig naar die kaarten, en vragen vrijwel altijd: waarom werkt in jullie moeilijke land het noorden niet gewoon samen met Nederland en het zuiden met Frankrijk? De eenvoud van die vraag is altijd confronterend. Vooral als je alleen een complex antwoord kunt geven, verwijzend naar de geschiedenis en het onoplosbare Brusselse kluwen. In deze tijden heeft het beeld van failed Belgium en Brussel ook China bereikt.

Tegelijkertijd is de eenvoud van die vraag ook verfrissend. Ze overstijgt immers de enge dichotomie Belgisch-Vlaams, die ook Marc Reynebeau terecht bekritiseerde (DS 28 januari). Uiteraard is onze identiteit gelaagd. Welke laag domineert, hangt van de omstandigheden af. In Frankrijk ben ik vooral Belg, in Wallonië eerder Vlaming, in Brussel Nederlandstalige, in Gent Antwerpenaar, in Griekenland noorderling, in China Europeaan.

Slingerpolitiek

Daarom, en ondanks mijn groene milieusympathie, ontgoochelde de bijdrage van Kristof Calvo (DS 27 januari) mij zozeer. Hij reduceert de discussie opnieuw tot de zwart-witte Belgisch-Vlaamse tweedeling. Zonder enig Europees perspectief, zonder enig historisch perspectief. En hij volgt daarbij hetzelfde denkstramien dat hij bij nationalistیں bekritiseert. Vlaamsvoelenden verwijt hij 'sentimenten', en vervolgens roept hij Belgisch-voelenden op om 'de straat op te komen' (een beetje op zijn TAK's?) en om een andere 'grondstroom' te voelen. Is dat groen gevoelsnationalisme van de jonge beeldenstormer die makkelijk wil scoren bij gelijkgezinden, eerder dan de verantwoordelijke en genuanceerde politicus die (vermoed ik) ook in hem schuilgaat? De buikgevoel-aanpak van Calvo verhardt de tegenstellingen en bestendigt de slingerpolitiek. De ene keer wat meer de ene kant uit, dan weer de andere.

Ook zonder enige affiniteit met welk nationalisme ook, kun je objectief vaststellen dat België is wat het is: het product van separatisme in 1830, dat vervolgens zelf het Vlaams-nationalisme heeft voortgebracht. Met zo'n verleden is het als instrument totaal ongeschikt en ongeloofwaardig om nationalisme en separatisme te bestrijden. Die historische essentie verander je niet met een surrealistische draai. En daarmee worden we in het buitenland dus telkens geconfronteerd.

Reynebeau schrijft ook over het top-downkarakter van het Vlaams-nationalisme. Ook dat klopt, maar het geldt uiteraard in nog veel sterkere mate voor het belgicisme: de afscheiding gebeurde op instigatie van een Franstalige Brusselse hogere klasse, er was de actieve constructie van een Belgische identiteit, en zo zijn er nog talloze

voorbeelden. Calvo voegt een stevige scheut aan die Belgische top-downtraditie toe: via de minister proberen om Frans een belangrijkere plaats op de VRT te geven, intra-Belgische onderwijs- en mediasamenwerking forceren. Tja, bottom-up kun je dat bezwaarlijk noemen.

Conflictpotentieel

Het zou mooi geweest zijn in de 20ste eeuw, maar toen is dat model jammerlijk mislukt. Vandaag de dag getuigt het motto 'maak Frans weer belangrijker in Vlaanderen' van een Belgische (excusez le mot) tunnelvisie. Calvo kijkt maar naar één buur, die aan de zuidkant, en vergeet alle andere. Terwijl België én Vlaanderen steeds verder wegzakken in de rankings voor kennis van het Engels (de enige echte wereldtaal) en het Duits (de veruit grootste EU-taal), omdat het Vlaamse taalonderwijs nog op een ouderwetse Belgische leest geschoeid is. De Belgische grenzen knellen veel meer dan de intra-Belgische. Samenwerking is geweldig, maar dan wel in alle richtingen: Zuid-West-Vlaanderen met Noord-Frankrijk, Limburg met het andere Limburg en Noordrijn-Westfalen. En om onze Chinese vrienden ter wille te zijn: Vlaanderen sowieso met Nederland. Het zou pas een boeiende volksraadpleging zijn als er genuanceerde mogelijkheden werden aangeboden: niet enkel de Vlaamse of Belgische zwart-witoptie, maar ook gerichte samenwerking met Nederland of in *Benelux*-verband.

Tot slot een suggestie: België is geregionaliseerd omdat het als unitaire constructie een bijzonder groot conflictpotentieel in zich droeg. Elke staatsvorming heeft dat potentieel gereduceerd, dat was pure Realpolitik. Jonge idealistische politici zijn dat conflictpotentieel soms vergeten. Misschien is er op dat vlak behoefte aan historische onderzoeksjournalistiek: op welke vlakken zijn er nu meer of minder conflicten dan voor de regionalisering? Een toets aan de realiteit, zou dat geen edelere opdracht zijn dan een oproep om de straat op te gaan?

Luc van Doorslaer ■